

Les persécutions des Juifs en Roumanie

Christian Rakovsky

Source : «Svenska Dagbladet», 17 octobre 1917 p. 9. Traduction MIA.

À la suite d'une communication du gouvernement roumain, qui dément les allégations concernant le mauvais traitement de la population juive en Roumanie, une déclaration du leader des socialistes roumains, le docteur Rakovsky, actuellement en séjour à Stockholm, a été rendue publique. Dans cette déclaration, on lit notamment :

« Je déplore vivement que le traitement des Juifs en Roumanie ait toujours été tel qu'il a gravement nui au prestige du pays à l'étranger. Même à une époque où nous dépendons de la démocratie européenne pour la défense de notre indépendance, aucune amélioration n'est perceptible. On ne se fait généralement pas une idée de ce que la question juive nous a coûté jusqu'à présent – et de ce qu'elle nous coûte encore.

Je constate cependant que la responsabilité en incombe uniquement et exclusivement au gouvernement et à une petite classe dirigeante. Au sein du peuple roumain, il n'existe aucune haine envers les Juifs.

Dans le démenti du gouvernement roumain, il est affirmé que le Premier ministre aurait promis aux Juifs l'égalité avec le reste de la population. Ce serait pour moi une surprise des plus agréables si je pouvais y ajouter foi. Pour autant que je sache, Brătianu s'est seulement contenté de déclarer à la Chambre que l'on serait obligé d'accorder l'égalité aux Juifs si la Roumanie venait à posséder la Transylvanie, car on ne pourrait priver les Juifs de cette nouvelle région de droits qu'ils détiennent déjà, tout en jugeant inopportun de traiter les Juifs du reste de la Roumanie moins favorablement. Brătianu a ainsi lié l'égalité des Juifs à la question de la Transylvanie, ce qui affaiblit considérablement le démenti.

Je maintiens, malgré le démenti roumain, que sur les 34 condamnés à mort à Bacău, pas un seul n'a été gracié, tous ayant été exécutés. En revanche, c'est grâce à la ferme démonstration des troupes russes que 14 autres personnes condamnées à Roman ont été empêchées de subir le même sort.

Il est révélateur du gouvernement roumain qu'il cite comme témoin principal un rabbin d'Odessa sans même mentionner son nom, rendant ainsi toute vérification impossible.

Fait notable, l'affaire Wechsler n'est pas évoquée un seul instant dans le démenti officiel. Le docteur Max Wechsler, théoricien socialiste roumain de renom et mon ami personnel, fut lâchement assassiné parce qu'on le soupçonnait d'avoir participé à ma libération. Le lendemain de celle-ci, cet homme de 74 ans fut arrêté et conduit sous escorte militaire vers le front. En chemin, il fut abattu dans un bois par un officier, Romalo, ami intime de l'actuel héritier du trône.

Ce meurtre a provoqué une indignation immense en Russie. Après de multiples interventions du représentant du gouvernement russe, le commissaire général du front roumain Tiesenhausen, Brătianu promet d'ouvrir une enquête et de punir le coupable.

Fin juin, une délégation des troupes russes stationnées à Roman exigea du soviet des ouvriers et soldats de Petrograd qu'il prenne des mesures contre les infamies perpétrées par le gouvernement roumain tant envers les Juifs que d'autres populations, sous peine de provoquer de sanglants affrontements entre les forces russes et les autorités roumaines.

Le gouvernement roumain prive délibérément les citoyens juifs de vivres sous prétexte qu'ils seraient des « étrangers ». Il en résulte des épidémies et des maladies qui ont coûté la vie à de nombreux Juifs. Bien que plus de 30 000 Juifs servent dans l'armée roumaine, ils sont privés de tout droit civique.

Le peuple roumain n'est aucunement responsable de ces atrocités et il faut espérer que la démocratie européenne contraindra le gouvernement roumain à mettre fin aux persécutions antisémites. »